



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie ¹

**Mohamed V, le sultan : ma liberté, celle de mon peuple et de mon pays / Guillaume Jobin
éd. Casa-Express - Magellan, 2015
cote : 60.204**

Le deuxième volume de l'œuvre de Guillaume Jobin couvre l'histoire du protectorat au cours des deux décennies qui s'étendent du départ de Lyautey à la fin de la deuxième guerre mondiale. Il ne déçoit pas les attentes que le premier nous avait laissées, notamment par sa concision et les qualités de synthèse qu'il révèle.

L'étude passe en revue les six Résidents qui ont été en poste à Rabat au cours de la période : l'austère Théodore Steeg (1925-1929), protecteur du colonat, précédemment gouverneur général de l'Algérie, c'est tout dire, ancien parlementaire et futur ministre. Lucien Saint (1929-1933), l'homme du célèbre dahir berbère, précédemment résident général à Tunis, le diplomate Henri Ponsot précédemment haut-commissaire au Levant (1933-1936), Marcel Peyrouton, (1936), gendre de Malvy, fonctionnaire colonial puis Résident à Tunis, ancien dignitaire maçonnique et futur ministre du régime de Vichy, le général Noguès, gendre de Delcassé, (1936-1943) et enfin le terne pseudo-gaulliste Gabriel Puaux (1943-1946). Guillaume Jobin observe qu'aucun d'eux n'a eu de projet pour le Maroc et que tous se préoccupaient avant tout de leur carrière. Tous ont eu, à la différence de Lyautey, une vision statique et non évolutive du protectorat.

C'est l'histoire de la lente et inexorable détérioration du bel outil forgé par le maréchal de l'islam. C'était un outil évolutif mais, Noguès excepté, ils ne le concevaient pas comme tel. Dérive caractérisée par une immigration massive de petits colons, et la mise en place d'un prolétariat administratif pléthorique de douaniers et de gardiens de prison, clientèle de parlementaires français, qui ne sert à peu près à rien, sinon à entraver la promotion des Marocains. Le comportement de ces Français du Maroc est bien analysé aux pp. 70-72. A partir des années 30, devenus nombreux, ils tendent à vivre en vase clos, ne s'intéressant ni au Maroc ni aux Marocains : Jobin observe avec justesse que cette attitude se retrouve de nos jours chez certains expatriés. Toutefois il remarque aussi que du fait de la diversité de leurs origines, de leurs activités et de leurs conditions, ils forment un agrégat plus qu'une société et ne peuvent être comparés aux Européens d'Algérie, même si certains sont venus de ce pays. Cette période voit aussi la poursuite et l'achèvement du programme de grands travaux entrepris sous Lyautey et même parfois avant son arrivée : Port de Casablanca, barrages, mise au gabarit normal des voies ferrées, équipement hospitalier, etc. L'année 1926 voit la reddition



Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).

Basé(e) sur une œuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

d'Abd el-Krim et l'année 1934 qui voit la disparition de Lyautey, est aussi celle de la fin de la *Siba* (dissidence) et celle du début de la contestation nationaliste avec la formation du Comité d'Action Marocaine, préfiguration du parti de l'Istiqlal.

On lira p. 49 une description pittoresque du Grand Vizir el-Moqri, qui dirigea le Makhzen pendant près d'un demi-siècle, mais il convient de rappeler qu'il n'est pas resté en fonction *sans interruption* de 1911 à 1955. Lyautey n'appréciait guère *ce rapace intrigant et avide* (sachant qu'il s'était emparé des biens du régent Ba Ahmed ben Moussa) et parvint à le remplacer, de 1913 à 1917, par l'honnête Si Mohamed Guebbas (Gabbâs). Mais à la suite de diverses intrigues de Cour, Moqri parvint à être remis en selle. Nous remarquons qu'il avait vécu 113 ans dans le premier tome (1844-1957) mais seulement 106 dans celui-ci (1851-1957). A vrai dire nul, pas même lui, ne savait l'âge de ce vieillard aux allures de patriarche de la Bible, momifié dans sa charge vizirienne.

Guillaume Jobin voit dans l'année 1936, une articulation cardinale de la période étudiée dans ce volume. C'est à ses yeux, l'année où le pouvoir des colons devient déterminant dans la vie politique du protectorat tant à cause de leur nombre que de leur influence. Six ans après cette magistrale bévue qu'avait été le dahir berbère, les voies étaient désormais ouvertes à la "tunisification" sinon à l'algérianisation du Maroc. Ces limites extrêmes ne furent toutefois jamais atteintes. Mohamed ben Youssef ne s'est jamais laissé réduire à la condition de figurant pensionné qui fut celle de la plupart des Beys Husseinites. Le portrait de ce jeune homme, mal formé intellectuellement pour ses responsabilités, est bien tracé et sa méthode de résistance passive, discrète mais obstinée, bien décrite. A-t-il pour autant sauvé la monarchie marocaine (p. 344) ? On l'a également dit de Lyautey. Or elle n'était pas vraiment menacée.

L'auteur a le mérite de détruire certaines idées reçues, notamment à propos du Dahir Berbère et de la genèse du nationalisme marocain. La question berbère est bien étudiée pp. 79-85. Guillaume Jobin montre l'arbitraire de la classification arabe-berbère élaborée par les théoriciens du protectorat dont Maurice Le Glay, et s'interroge sur les effets du dahir de 1930 (qui ne faisait que compléter celui de 1914). Si ce texte engendra une vive agitation, à Salé plus qu'à Fès, Jobin semble s'éloigner de la thèse de Catroux pour qui le dahir avait *mis le pied à l'étrier* au nationalisme marocain. Celui-ci existait déjà à l'état inchoatif. Les milieux catholiques se félicitèrent peut-être de sa promulgation (ceci reste à prouver) mais n'en tirèrent aucun profit.

De bonnes pages sont consacrées au général Noguès, résident général nommé par le Front Populaire en 1936 et qui resta en poste jusqu'en 1943. L'auteur s'oppose à la description plutôt flatteuse que William Hoisington nous a donnée du personnage dans son livre "L'héritage de Lyautey". S'il est certain que beaucoup espéraient de ce jeune général, formé à l'école de Lyautey, le retour à une pratique lyautéenne du protectorat, ils furent rapidement déçus. Tout en se réclamant de l'illustre précurseur (qui ne s'en réclamait?) Noguès se comporta en petit dictateur militaire, réprima durement les manifestations nationalistes, et se révéla être un carriériste et un pusillanime (et même un escroc, selon le général Patton cité p. 279) surtout après la défaite de 1940 et l'avènement du régime de Vichy qu'il servit avec bassesse, jusqu'à ouvrir le feu sur les troupes américaines lors du débarquement de novembre 1942. Il avait cependant su garder avec le sultan de bonnes relations qui ne se



Académie des sciences d'outre-mer

démentirent jamais par la suite et sut par une politique keynésienne, limiter les effets de la crise des années 30. L'auteur voit dans le débarquement allié de novembre 1942 une articulation essentielle de l'histoire, celle qui propulsa Mohamed V sur la scène internationale, lui donnant une stature d'homme d'Etat. Il voulut, semble-t-il, au début de 1943, déclarer la guerre aux puissances de l'Axe mais sa requête ne connut point de suite et il n'en est pas fait mention ici.

On trouve de même un intéressant portrait du contrôleur civil Philippe Boniface, chef de la région de Casablanca, que l'auteur qualifie de voyou, (ce qu'il fut selon toute probabilité) et qui est abusivement paré du titre de préfet, qu'il n'a jamais porté puisqu'il était fonctionnaire du Quai d'Orsay. Nous le retrouverons probablement dans le troisième tome car l'une des bizarreries de cet ouvrage est de sortir du cadre chronologique que l'auteur s'est assigné (ceci est particulièrement net p. 317). Le pacha de Marrakech, Thami Glaoui, qui fut l'homme le plus riche du pays, triste sire, aussi célèbre par ses palinodies que par sa dépravation, a également droit à quelques bonnes pages.

Comme dans le premier tome, certains points mériteraient sans doute discussion. C'est ainsi qu'on peut lire p. 319 : "La France perd en 1944, toute chance de rétablir une entente cordiale et évolutive avec le sultan". Est-ce bien sûr ? Nous serions plutôt tenté de situer cette date fatidique au discours de Tanger du 10 avril 1947. Il était encore temps pour les autorités françaises de saisir la balle au bond et d'entamer avec le souverain des pourparlers conduisant à l'autonomie interne du Maroc et à terme à l'abolition du protectorat. Or le gouvernement français, rappelant le résident libéral Labonne et le remplaçant par Juin, s'orienta délibérément vers l'épreuve de force.

Une importante déclaration de De Gaulle à propos de l'Algérie, faite en privé en février 1944 "La présence de la France en Algérie est une erreur. Nous n'avons su ni assimiler ce peuple, ni permettre son épanouissement. Il faudra partir un jour" (p. 327) eût mérité une note de référence. D'où provient cette citation ? S'agirait-il d'une confidence faite à Catroux ? à Alain Peyrefite ?

Il serait intéressant de rappeler (p. 129) que le comte de Fels, époux de l'héritière Lebaudy et comparse du Glaoui, qui voulut se faire reconnaître prince du Sahara dans les années 30, était le beau-frère de Jacques Lebaudy, un demi-fou, qui s'était lui-même proclamé empereur du Sahara au cours d'une rocambolesque aventure en 1903.

Par ailleurs, on retrouve les mêmes faiblesses que dans le premier tome, notamment un style parfois trop relâché et des inexactitudes dues aux carences de la relecture. Une expression telle que : "Il fait sa scolarité chez les curés" (p. 168) ne devrait pas avoir droit de cité dans un ouvrage de cette tenue. Le vicaire apostolique franciscain Henri Viel (et non Vielle) ne peut être qualifié de prosélyte (p. 83), c'était plutôt un partisan du prosélytisme, un propagandiste. P. 191, nous lisons que l'hôtel d'Anfa fut le lieu de travail des deux chefs d'Etat, américain et anglais. C'est oublier que Churchill n'était pas chef d'Etat.



Académie des sciences d'outre-mer

Rappelons surtout à l'auteur (pp. 336 et 341) qu'en 1946, De Gaulle n'a pas remplacé le Résident Puaux par Gilbert Grandval mais par Erik Labonne. Grandval n'a été nommé résident qu'en 1955, par le ministre Edgar Faure, pour succéder à Francis Lacoste.

P. 191, " le gouverneur du Tchad Félix Eboué, et celui du Niger se rallient, à la France Libre ". Si Eboué s'est bien rallié à la France Libre (bientôt suivi par le Cameroun et les colonies d'AEF), le Niger, qui faisait partie de l'AOF, est resté dans la mouvance de Vichy.

Lyautey n'occupe plus le centre de la scène et la tâche de l'auteur s'en trouvait plus ardue. Même s'il accorde trop d'importance à certaines péripéties militaires et politiques de la deuxième guerre mondiale, extérieures au Maroc, cet ouvrage n'en est pas moins dense et instructif.

Jean Martin